



*REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES*

Madame la Présidente

La Côte d'Ivoire voudrait d'abord remercier les autorités du Liban pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité légendaire dont vous avez fait preuve à son égard. En outre, au nom de ma délégation, permettez-moi de vous féliciter très chaleureusement pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles vous dirigez nos travaux.

Tout en saluant les autres délégations présentes ici à Beyrouth, nous nous réjouissons de l'opportunité qui nous est offerte d'évoquer la situation des armes à sous-munitions en Côte d'Ivoire, suite notamment à la récente crise politico-militaire qu'elle a connue après l'élection présidentielle de novembre 2011.

Madame la Présidente,

La situation politico-militaire que la Côte d'Ivoire connaît depuis 2002 et plus récemment encore la crise postélectorale ont contribué à accentuer l'insécurité. En effet l'instabilité politique, les affrontements entre belligérants, et les bombardements des arsenaux militaires ont participé largement à la contamination sur une partie bien définie du territoire ivoirien, notamment le district d'Abidjan (la capitale économique), Yamoussoukro (la capitale politique), et une partie de l'Ouest du pays qui connaissent une pollution par Restes Explosifs de Guerre (UXO et AXO).

A cet égard, le nouveau gouvernement de S.E.M ALASSANE OUATTARA a mis en place, sous le contrôle conjoint du Ministre de l'Intérieur et celui de la Défense de Côte d'Ivoire, un comité dirigé par le point focal national, chargé de coordonner toutes les opérations de sécurité humanitaire. Il bénéficie, outre les compétences nationales, des soutiens de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de l'Opération LICORNE (Forces Françaises en Côte d'Ivoire) et de l'appui technique de l'UNMAS. Ces opérations débutées en avril 2011 comprennent également le nettoyage nécessaire des casernes et zones de combats. Celles-ci sont réalisées par les artificiers de la Gendarmerie Nationale et du Bataillon du Génie Militaire de Côte d'Ivoire, tous récemment formés à ce genre d'activités.

Dans le courant du mois de juin 2011, l'UNMAS a conduit une enquête terrain en vue d'évaluer l'ampleur de la contamination en REG et éventuellement l'utilisation de mines antipersonnel en Côte d'Ivoire. Les conclusions de ladite enquête font état d'un faible niveau de contamination en REG et aucune évidence d'utilisation de MIAP

En août 2011, dans le cadre des opérations de dépollution et de recherche d'engins explosifs entreposés ou dissimulés sur toute l'étendue du territoire ivoirien, le Ministère de la Défense a effectué une évaluation terrain en collaboration avec l'UNMAS et la DTRA. Ainsi des bombes aériennes à sous-munitions abandonnées furent découvertes sur trois différents sites dont un à Abidjan et deux à l'intérieur du pays. Elles ont été stockées dans des entrepôts, répertoriées et mises actuellement sous le contrôle des FRCI, en attente de destruction comme le souhaitent le gouvernement ivoirien et tous ses partenaires impliqués dans la sécurité humanitaire en Côte d'Ivoire. Un planning établi dans ce sens est prévu en différentes phases, dont celle non moins importante de la recherche d'un site approprié et suffisamment éloigné des zones habitées qui est en cours

Madame la Présidente,

La Côte d'Ivoire est état signataire de la convention sur les armes à sous-munitions, et à cet effet consciente des souffrances engendrées par ces armes. Elle souhaite accélérer le processus de ratification par la future chambre des représentants qui sera renouvelée en fin 2011. Cependant faute d'aptitudes particulières et moyens, nous demandons concours et assistance afin de détruire ces bombes à sous-munitions et ainsi rendre la Côte d'Ivoire libre de ces engins

C'est l'occasion pour ma délégation de réitérer sa profonde gratitude à tous les gouvernements, aux agences du système des Nations Unies notamment l'UNMAS et le PNUD et ainsi qu'à toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Tous n'ont ménagé aucun effort pour soutenir la Côte d'Ivoire, non seulement au plan politique pour faire triompher la démocratie mais aussi pour leur assistance humanitaire au cours des moments difficiles qu'a traversé notre pays. Le gouvernement ivoirien sait aussi pouvoir compter sur votre coopération dans ses activités de destruction des bombes à sous-munitions et la promotion de l'universalisation de la Convention contre ces armes meurtrières.

Je vous remercie Madame la Présidente.